



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

REF: N° 2023 - 16 / 6.1

**Objet : Règlementation des marchés hebdomadaires de la commune d'Aigues-Mortes.**  
**Règlementation de la circulation et du stationnement les jours des marchés**

**Le Maire,**

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,  
Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants aux pouvoirs de police du Maire

Vu le code de la Justice Administrative et notamment l'article R421-2,

Vu les articles R 411-25 et R.417-10 du Code de la Route

Vu le Code de la Voirie Routière

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal

Vu l'article 7 de la loi des 2 et 17 mars 1982 portant sur le principe de la liberté du commerce et de l'industrie

Vu la loi n° 96-588 du 1<sup>er</sup> juillet 1996 sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales

Vu la loi du 27 décembre 1973 dite loi d'orientation du commerce et de l'artisanat

Vu la loi n° 69-3 du 03 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile fixe, modifiée par les lois n° 69-1238 du 31 décembre 1969, n° 77-532 du 26 mai 1977 et n° 85-772 du 25 juillet 1985.

Vu l'ordonnance n° 86-1243 du 1<sup>er</sup> décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence modifiée par la loi n° 96-588

Vu l'arrêté ministériel du 09 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement aux consommateurs

Vu les circulaires ministérielles relatives au développement du commerce non sédentaire du 06 août 1985, du 1<sup>er</sup> octobre 1985, n° 86-259 du 28 août 1986

Vu la circulaire ministérielle n° 78-73 du 08 février 1978 relative au régime des marchés et foires

Vu le règlement sanitaire départemental

Vu l'article L 2224-18 du CGCT, modifié par l'article 34 de la loi n° 96-603 du 05 juillet 1996

Vu la délibération du conseil municipal n° DCM/2018/n°28/7.1/7-02/11 en date du 07 février 2018 portant sur le règlement des marchés hebdomadaires de la commune d'Aigues-Mortes.

Vu la décision de monsieur le Maire de la ville d'Aigues-Mortes n° DEC/2022/n°85/7.1 en date du 27 décembre 2022 modifiant les tarifs des marchés hebdomadaires

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le présent arrêté annule et remplace tous les arrêtés municipaux antérieurs relatifs aux marchés hebdomadaires de la commune d'Aigues-Mortes.

Hôtel de Ville - Place St Louis

30220 AIGUES MORTES

Tel. 04.66.73.90.90.

Fax : 04.66.53.86.09

## **ARTICLE 2 : date et horaire**

Il est créé un marché de consommation qui se tiendra les mercredis et dimanches tout au long de l'année de 06 heures 30 à 13 heures 00.

Les lieux devront, au plus tard à 14 heures, être libres de toute occupation afin de permettre à la société de nettoyage d'intervenir entre 14 heures et 15 heures 30.

## **ARTICLE 3 : Implantation**

Boulevard Frédéric Mistral sur les 02 parkings centraux, du faubourg national à l'avenue Nicolas Lasserre et en cas d'affluence sur le 3ème parking central boulevard Frédéric Mistral, de l'avenue Nicolas Lasserre au rond-point de la fontaine « Felibrige »

## **ARTICLE 4 : Régie**

Les droits de place, de stationnement et d'encombrement à percevoir sur le marché sont recouverts en régie directe au profit de la ville.

## **ARTICLE 5 : Placier**

Il appartient à l'autorité municipale de veiller au bon fonctionnement du marché, notamment en matière d'attribution des emplacements.

L'organisation et la surveillance du marché sont exercées par la personne désignée par le maire sous l'appellation de « placier »

Le placier est responsable de l'ouverture et de la fermeture du marché, du placement des commerçants, du paiement des emplacements et de la sécurité.

Le placier ouvre le marché et procède au placement en fonction de la liste des commerçants enregistrés.

Les commerçants abonnés et titulaires disposent d'un emplacement fixe à l'année. Pour les commerçants dits de passage, un tirage au sort est effectué, si besoin, en fonction des places disponibles.

Une fois tous les commerçants installés, le placier encaisse l'ensemble des recettes après avoir validé les données concernant les mètres linéaires.

Le placier fournit à chaque exposant un ticket correspondant à sa situation.

Il est habilité à prendre toutes mesures visant à assurer l'ordre et la tranquillité publiques.

Les vendeurs et acheteurs doivent se conformer à ses injonctions.

## **ARTICLE 6 : Stationnement**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit, et sera considéré comme gênant, les mercredis et dimanche sur les marchés de la commune d'Aigues-Mortes entre 06h30 et 15h30.

Le stationnement sera également interdit et considéré comme gênant sur la partie située entre l'avenue de la liberté et la rue du faubourg du 12 avril (carrefour communément appelé « Carrefour de l'ancienne presse ») du dimanche des Rameaux au dernier dimanche du mois de septembre, de part et d'autre de la chaussée fermée à la circulation.

Des panneaux de type B6 (stationnement interdit) seront implantés et matérialiseront ces interdictions. Ils seront mis en place par le service de Police Municipale.

Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux textes et lois en vigueur par les agents de la police municipale, de la gendarmerie nationale et les agents municipaux commissionnés et assermentés à cet effet.

Le stationnement des véhicules étant considéré comme gênant, au vu de l'article R417-10-10° du code de la route, le chef de poste, ou l'agent occupant ces fonctions, pourra faire procéder à l'enlèvement en fourrière des véhicules en infraction, aux frais de leurs propriétaires.

Par dérogation :

Sont autorisés à stationner sur les marchés, les camions magasins ou remorques magasins ainsi que les commerçants ayant besoin de leur véhicule pour le bon fonctionnement de leur étal.

Les véhicules et remorques des exposants autres que ceux autorisés à se stationner sur le marché, sont autorisés à se stationner, sur la chaussée, boulevard Frédéric Mistral (partie gauche) dans la portion comprise entre le Fb National et la rue Nicolas Lasserre et en cas d'affluence sur la chaussée de ce même boulevard (partie gauche) dans la portion comprise entre la rue Nicolas Lasserre et le rond-point de la fontaine (Félibrige)

Tout autre véhicule stationné sur cette partie de chaussée sera considéré comme gênant et au vu de l'article R417-10-10° du code de la route, le chef de poste, ou l'agent occupant ces fonctions, pourra faire procéder à l'enlèvement en fourrière des véhicules en infraction, aux frais de leurs propriétaires.

Un panneau de type B6d (arrêt et stationnement interdit) sera mis en place sur le boulevard Frédéric Mistral à hauteur du Fb National matérialisant cette interdiction.

#### **ARTICLE 7 : Circulation**

Les jours de marchés hebdomadaires, la circulation des véhicules sera modifiée comme suit :

- La circulation sur le Boulevard Frédéric Mistral se fera en sens unique dans la portion comprise entre le Fb National et la rue Nicolas Lasserre et en cas d'affluence sur ce même boulevard dans la portion comprise entre la rue Nicolas Lasserre et le rond-point de la fontaine « Félibrige ».
- La circulation sera également interdite (sauf riverains) sur la contre-allée Frédéric Mistral dans la portion comprise entre la rue Nicolas Lasserre et la rue Alphonse Daudet.

Des barrières amovibles sur lesquelles sont implantés des panneaux de type B1 (sens interdit) matérialiseront ces interdictions. Elles seront mises en place par le placier.

La circulation sera également interdite sur la partie située entre l'avenue de la liberté et la rue du faubourg du 12 avril (carrefour communément appelé « Carrefour de l'ancienne presse ») du dimanche des Rameaux au dernier dimanche du mois de septembre.

Des panneaux de type B1 (sens interdit) seront implantés et matérialiseront ces interdictions. Ils seront mis en place par le service de Police Municipale.

#### **ARTICLE 8 : Attribution des emplacements**

Les mercredis et dimanches, à l'exclusion de tout autre emplacement, le marché s'installera de 06h30 à 07h15 (d'avril à octobre) et de 06h30 à 07h30 (de novembre à mars) pour les abonnés et titulaires. Le tirage au sort, si besoin, pour les passagers se fera à 07h15 (d'avril à octobre) et à 07h30 (de novembre à mars). Les ventes doivent s'effectuer uniquement dans les limites des emplacements attribués aux permissionnaires.

Les étalages ne pourront pas dépasser 06 mètres linéaires, à l'exception :

- Des marchands de fruits et légumes
- Des bazars
- Du disquaire

- Des stands de confection, présent toute l'année

Qui pourront occuper jusqu'à 12 mètres linéaires.

La saison d'été s'étale sur 07 mois d'avril à fin octobre.

Les saisonniers devront faire parvenir leur demande d'inscription avant le 31 janvier, accompagnée de tous les documents prévus à l'article 11.

L'autorité municipale décide de l'attribution des places et prévient les commerçants.

#### **Attribution des emplacements dit « abonnement »**

Toutes demandes d'attribution d'emplacement fixe, selon le principe de l'abonnement, doivent être formulées par écrit à Monsieur le maire de la commune. Ils sont inscrits sur un registre dans l'ordre des réceptions.

Elles devront être accompagnées des photocopies des documents permettant d'exercer une activité de distribution sur le domaine public. Le demandeur devra présenter les originaux au moment de l'attribution de l'emplacement, faute de quoi, elle n'aura pas lieu et il perdra l'ancienneté de sa demande.

Pour les titulaires d'une place à l'année, 44 présences sont obligatoires (mercredi ou dimanche), avec une tolérance de 02 absences.

Si le quota de présences n'est pas atteint, le bénéficiaire perd son emplacement.

Une liste de prioritaires sera mise en place. Elle concerne les commerçants venant hors saison et justifiant d'au moins 20 présences (mercredi ou dimanche). Ils feront partis d'un premier tirage au sort.

L'équilibre des marchands alimentaires étant atteint, seule l'absence d'un des titulaires de l'emplacement pourra justifier que le placier attribue cette place à un métier alimentaire non identique.

Deux places alimentaires, une place productrice, deux places démonstrateurs et 02 places postiches seront attribuées au tirage au sort

Les commerçants titulaires d'un emplacement passant sous le régime d'auto-entrepreneur, perdent le bénéfice de leur ancienneté et de leur emplacement.

Les auto-entrepreneurs feront partis du deuxième tirage au sort avec les passagers.

#### **Ordre de priorité d'attribution :**

1/ Les emplacements vacants sont attribués en priorité à l'usager déjà abonné le plus ancien sous réserve que la nature de ses produits vendus ne soit pas identique à celle de ses voisins immédiats et de celui d'en face. L'abonné doit adresser une demande, écrite, de changement de place à la commission paritaire représentée par Monsieur le maire. Il ne peut être attribué qu'un seul emplacement par entreprise.

2/ Si aucun abonné ne sollicite l'emplacement vacant, il sera attribué au demandeur non abonné en fonction des articles vendus, eu égard aux voisins immédiats et de l'ancienneté, le cachet de la poste et l'accusé de réception de la Mairie faisant foi.

Cette demande doit être renouvelée au début de chaque année. En cas de non présentation de l'intéressé, elle sera annulée.

#### **Article 9 : Attribution des emplacements et assiduité:**

##### **Places vacantes :**

Les places devenues vacantes doivent être affichées sur les lieux du marché, un mois avant leur vacance.

**Nature juridique de l'attribution d'un emplacement sur le domaine public :**

L'attribution d'un emplacement, sur le domaine public, est un acte administratif du maire qui confère un droit personnel d'occupation du domaine public.

Le titulaire de ce droit personnel n'a pas compétence pour laisser, prêter, céder ce droit à une tierce personne. Ce droit d'occupation est conféré à titre précaire et révocable, et ne constitue aucunement un droit de propriété foncier, corporel ou incorporel.

Pour la même raison, la législation sur la propriété commerciale n'est pas applicable.

**Attribution verbale des emplacements à la journée dite « place de volant :**

(10 % de la surface totale du marché seront réservées dont 5% aux posticheurs et 5% aux démonstrateurs)

1/ Toute personne qui souhaite obtenir une attribution d'emplacement à la journée doit en faire la demande verbalement au placier en lui présentant spontanément ses documents d'activités non sédentaire prévus à l'article 11.

2/ Il est interdit au placier d'attribuer un emplacement à toute personne qui lui en fait la demande sans qu'il lui soit spontanément montré ses documents d'activité non sédentaire, sous peine de se mettre en infraction avec le présent arrêté.

3/ Conformément aux principes généraux du droit, dont celui de l'égalité des administrés devant les services publics et à l'accès au domaine public, les attributions d'emplacement à la journée sont effectuées par ordre d'inscription suivi d'un tirage au sort.

Tout privilège accordé à une catégorie de professionnels, pour quelque motif que ce soit, y compris lié au caractère périssable de la marchandise ou au fait qu'elle soit résidente de la commune, est illégal.

**Assiduité :**

N'altère pas son assiduité l'abonné qui s'absente pendant 06 semaines de congés par an, mais il a l'obligation d'en déposer les dates à la mairie. Celle-ci peut attribuer cette place vacante à la journée (volant).

Idem pour les producteurs de fruits et légumes dépendant de la récolte de leurs produits.

En cas de maladie, attesté par un certificat médical, le titulaire d'un emplacement conserve ses droits. Il ne peut se faire remplacer que par son conjoint s'il est titulaire de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaire en qualité de conjoint ou salarié, au même titre qu'un vendeur de son entreprise.

**Les priorités d'attribution du droit d'occupation d'un emplacement en cas de cessation d'activités :**Personne physique :

Son seul prioritaire pour l'attribution du droit d'occupation d'un emplacement abandonné par son conjoint :

- Son conjoint (marié, pacsé)
- Ses descendants directs

qui conservent l'ancienneté du titulaire

Personne morale :

Le titulaire de l'attribution du droit personnel d'occupation d'un emplacement est obligatoirement le gérant, le président-directeur général, le chef d'exploitation agricole ou toute autre forme de personne morale. La personne morale ne peut être juridiquement prise en compte. Les seuls prioritaires sont :

- Le conjoint du gérant, président directeur général, chef d'exploitation agricole ou responsable de la personne morale.

- Les descendants directs du gérant, du président directeur général, chef d'exploitation agricole ou responsable de la personne morale.

Les associés ne peuvent prétendre à aucune priorité, ni à aucun droit sur celui dont bénéficiait le titulaire, même s'ils détiennent la majorité des parts sociales ou des actions.

#### **Article 10 : Attribution d'emplacement aux commerçants sédentaire de la commune**

Le commerçant sédentaire de la commune qui souhaite étendre son activité sur le marché de sa commune doit faire une demande écrite auprès de Monsieur le Maire accompagnée des pièces prévues par l'article 11 du présent arrêté, hormis la carte d'ambulant.

Il ne pourra exposer que des marchandises déclarées dans son extrait K-bis et son attestation d'assurance.

Il devra se conformer aux conditions appliquées aux « passagers »

#### **ARTICLE 11 : tarification**

Un abonnement, non obligatoire, est mis en place pour les commerçants ayant une place à l'année. Il sera réglé le mercredi et/ou le dimanche le plus proche du 15 de chaque mois.

Si le paiement n'est pas effectué dans les délais, le tarif passager sera appliqué.

L'application de la taxe de droit de place est faite au mètre linéaire occupé. Le montant de celle-ci doit être affiché sur les lieux du marché ou autre activité commerciale.

Toute discrimination entre catégorie de professionnels pour l'évaluation du montant de la taxe de droit et place est illégale ;

En vertu de l'égalité des administrés devant les services publics, il doit être uniforme dans une même commune. Afin d'être admis pour l'administration fiscale, les reçus de droit de place doivent porter les mentions suivantes :

- Le nom de la commune
- La date
- Le nom du professionnel
- Le métrage occupé
- Le prix total à payer.

L'établissement ou la modification du montant de la taxe de droit de place pour l'occupation du domaine public (foire, marché et toute autre organisation de manifestation ayant pour objet la vente public), perçues par la municipalité ou les personnes physiques ou morales de toute nature juridique de droit privé, doit être précédée de la consultation préalable prévue à l'article L 2224-18 du code général des collectivités territoriales.

	Tarifs
Abonnement annuel Forfait au mètre linéaire par marché en tenant compte des périodes de congés et maladie	2.20 € le mètre linéaire
Passagers en saison Du 01 juin au 30 septembre	4.00 € le mètre linéaire
Passagers hors saison Du 01 octobre au 31 mai	2.60 € le mètre linéaire

#### **ARTICLE 12 : Déplacement d'un marché**

Toute délibération, tout arrêté municipal qui prévoit un transfert entier ou partiel du marché doit être précédé d'une consultation des organisations professionnelles (Art. L 2224-18 du code général des collectivités territoriales)



Le remplacement des commerçants non sédentaires doit s'effectuer par ordre d'ancienneté des abonnés.

### **ARTICLE 13 : Création d'un marché**

L'approbation du cahier des charges ou règlement d'un nouveau marché doit obligatoirement être précédé de la consultation des organisations professionnelles intéressées (art. L 2224-18 du code général des collectivités territoriales)

Un plan d'implantation des différents types de commerces doit être prévu. Ces emplacements seront attribués par un tirage au sort, par profession.

### **ARTICLES 14 : Documents professionnels obligatoires pour exercer une activité de vente au détail sur le domaine public :**

#### **1/ Les commerçants et les artisans ayant un domicile fixe ou non :**

- La carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires (à valider tous les deux ans)
- Ou, pour les débutants, pendant le premier mois seulement, le récépissé de déclaration délivré par les chambres des métiers et de commerce. Il est valable un mois.
- Ou le conjoint, qui exerce de façon autonome, doit également être titulaire de la carte permettant l'exercice d'activité non sédentaire.
- Un K-bis de moins de trois mois
- Une attestation d'assurance à jour
- Le cas échéant le livret de circulation.

Seul sont dispensés de la carte permettant l'activités non sédentaires les commerçants sédentaires de la commune qui souhaitent exercer leur activité également sur le domaine public de la commune, qui doivent obligatoirement avoir procédé à une adjonction de la mention : commerce non sédentaire, sur le registre de commerce sédentaire.

#### **2/ Les salariés exerçant de façon autonome :**

- La photocopie de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires de son employeur que ce dernier aura certifiée, et un bulletin de salaire de moins de trois mois.
- Ou, le premier mois de l'embauche, la photocopie de la déclaration préalable d'embauche faite à l'URSSAF que l'employeur aura certifiée.
- La carte nationale d'identité ou la carte de séjour pour les étrangers.
- Attestation d'assurance à jour

#### **3/ Les producteurs agricole :**

- L'attestation par leur contrôleur des impôts justifiant qu'ils sont producteurs agricoles exploitants
- Relevés parcellaires
- Extrait SIREN
- Attestation d'assurance

#### **4/ Les pêcheurs professionnels :**

- Leur inscription au rôle d'équipage délivré par l'administration des affaires maritimes.
- L'attestation d'assurance
- Les pêcheurs à pied : extrait K-bis, carte d'ambulant, attestation d'assurance à jour

#### **5/ Les chefs d'entreprise étrangers :**

- Mêmes documents obligatoires que les chefs d'entreprises de nationalité française
- Titre de séjour
- Carte de résident ou carte de commerçant étranger s'il y a lieu

#### **6/ les salariés étrangers exerçant de façon autonomes :**

- Mêmes documents obligatoires que les salariés de nationalité française
- Titre de séjour
- Carte de travailleur étranger, sauf dispense

#### **ARTICLE 15 : Sécurité**

Les propos ou comportement de nature à troubler l'ordre public, sont également interdit, conformément aux lois en vigueur.

Les allées de circulation et de dégagement réservées au passage des usagers seront laissées libres d'une façon constante. La circulation de tous les véhicules y est interdite pendant les heures où la vente est autorisée. Sont autorisés les camions et remorques magasins, dans les dimensions et poids autorisés par le code de la route et dont l'installation ne nuit pas au voisinage. Le véhicule devant être installé à l'alignement de tous les bancs de vente.

#### **ARTICLE 16 : Interdictions :**

Il est absolument interdit aux commerçants et à leur personnel :

- De stationner, debout ou assis, dans les passages réservés au public
- D'aller au-devant des passants pour leur offrir leurs marchandises sur le chemin ou les attirer par le bras ou les vêtements, près des étalages
- De faire fonctionner tout appareil ou instrument destiné à faire du bruit, transmettre ou amplifier les sons.
- D'utiliser un groupe électrogène.
- D'utiliser les bornes électriques pour recharger tous types d'appareils. Les bornes électriques ne doivent être utilisées par les exposants que dans le cadre exclusif des besoins électriques de leur activité professionnelle (banque réfrigérée, rôtisserie, balance, casse ...)
- De disposer des étalages en saillie sur les passages ou d'une façon qui masquerait les étalages dans la même allée. L'usage des rideaux de fond est seul autorisé, sauf le long des boutiques pour ne pas gêner les vitrines. Les barnums, parapluies et les étalages de marchandises devront également être placés de façon à ne pas masquer les vitrines.
- De suspendre des objets ou marchandises pouvant occasionner des accidents, comme de les placer dans les passages ou sur les toits des abris.
- D'installer des marchandises ou du matériel hors de l'emplacement alloué (cabine d'essayage, stock, cartons, détritrus, etc. ...)
- Aucun étalage ne sera placé le long ou en face d'une boutique ou magasin pour y vendre des marchandises ou denrées similaires à celles mises en vente dans ceux-ci.
- Il est interdit de tuer, saigner, plumer ou dépouiller des animaux sur les marchés et foires.
- La vente d'animaux vivant est interdite sur les marchés.
- Il est interdit d'attirer le client par l'exposition d'animaux vivants.
- Il est interdit de distribuer ou de vendre à l'intérieur des marchés, des journaux écrits ou imprimés (sauf accord du Maire). Toutefois il est autorisé la vente de revues ou illustrés périmés.
- Il est interdit de circuler dans les allées réservées au public, pendant les heures d'ouverture des marchés, avec des bicyclettes, voitures (exception faite pour celles d'enfant ou de personne à mobilité réduite), des chiens (excepté ceux des malvoyants).

L'ensemble du marché est interdit à :

- Tous les jeux de hasard ou d'argent tels que les loteries
- La vente de sachets de denrées ou marchandises contenant des billets ouvrant droit à une loterie
- La mendicité sous toutes ses formes



Il est interdit aux commerçants de circuler pendant les heures d'ouverture des marchés et dans les allées avec des paquets, caisses... comme d'utiliser pour transporter leurs marchandises ou matériels des chariots ou voitures.

**ARTICLE 17 : Distribution de tract et collecte :**

La distribution de tract ou la collecte d'argent est interdite dans les allées des marchés.

Elle se fera au bout de la première partie des marchés entre l'avenue de la liberté et la rue Alphonse Daudet.

**ARTICLE 18 : Condition d'utilisation d'appareil à gaz :**

Les commerçants ont obligation de respecter et de faire respecter par leur personnel les dispositions du règlement départemental en matière de protection contre l'incendie.

Tout appareil doit être agréé et homologué conformément aux normes et règlement en vigueur et être tenu en parfait état de fonctionnement.

Les tuyaux de raccordement doivent toujours être en parfait état et ne jamais atteindre la date de péremption. La longueur flottante devant être aussi réduite que possible.

Les commerçants utilisateurs de gaz doivent avoir un extincteur personnel adéquat, à portée immédiate.

**ARTICLE 19 : Obligations des commerçants :**

Les personnes vendant des produits de leur exploitation agricole devront placer, d'une façon apparente, au-devant et au-dessus de leurs marchandises, une pancarte rigide portant en gros caractères le mot « PRODUCTEUR ». Cette pancarte ne devra être apposée que sur les étalages vendant uniquement leur production.

Les installations des commerçants devant des maisons ou boutiques devront toujours respecter les passages d'accès aux portes. Celles établies sur la chaussée devront respecter les alignements autorisés.

Seules les marchandises prévues au registre de commerce et au répertoire des métiers, peuvent être mises en vente.

Seules les marchandises pour lesquelles l'emplacement a été attribué peuvent être mises en vente. La vente de marchandises non prévues dans l'attribution de l'emplacement est soumise à l'autorisation municipale.

**ARTICLE 20 : Démonstrateurs et posticheurs :**

**1/ Définition du démonstrateur :**

Il s'agit d'un commerçant non sédentaire passager, présentant sur le domaine public (marché, foire etc...) un appareil ou un produit dont il explique le fonctionnement, en démontre l'utilisation et les avantages et en assure la vente.

**2/ Définition du posticheur :**

Il s'agit d'un commerçant non sédentaire passager, présentant sur le domaine public (marché, foire etc...) des marchandises diverses vendues par lot ou à la pièce (vaisselle, outillage, linge de maison, bijouterie, biscuiterie, etc. ...)

**3/ les emplacements des démonstrateurs et posticheurs :**

Sur chaque marché, il doit être obligatoirement affecté au moins un emplacement de démonstrateur et de posticheur. Ces emplacements seront attribués par tirage au sort. Ils devront être placés de sorte à ne pas gêner les commerces voisins, aussi bien par les professionnels que par l'attroupement

des chalands. En l'absence de démonstrateur ou de posticheur, ces emplacements seront attribués comme les autres places au volant, sans perdre leur affectation initiale.  
Il est interdit d'offrir un cadeau pour appâter le client.

**ARTICLE 21 : vente d'objets usagés :**

Un marché d'approvisionnement a pour thème de proposer aux consommateurs des produits alimentaires et des produits manufacturés neufs. A l'instar de toute manifestation organisée directement par une municipalité, ou par toute autre personne physique ou morale à qui elle délègue cette mission (foire, marché, braderie, journée commerciale, brocante, etc. ...) et destinée à des ventes au public, en application de la loi relative à la liberté du commerce et en vertu de l'un de ces principes généraux du droit administratif qui prévoit l'égalité des administrés devant les services publics, le marché d'approvisionnement est prévu pour la vente de produits et objets neufs pour interdire l'accès à la vente d'objets d'occasion (fripe, brocante, etc. ...) et inversement.  
Les fripiers devront se conformer à l'arrêté ministériel du 25 avril 1995 relatif à l'information du consommateur sur les conditions de vente des articles textiles usagés ou d'occasion.

**ARTICLE 22 : Propreté des marchés :**

Les commerçants doivent laisser libre de tous détritiques et autres emballages divers et variés leur emplacement, mais aussi de laisser les sols propres avant leurs départs. Les papiers, emballages et sacs plastiques doivent être rassemblés de telle manière que le vent ne puisse pas les disperser.  
Les déchets de viandes et de poissons doivent être remportés en totalité par les commerçants.  
Les déchets provenant du nettoyage ou du découpage des légumes, fruits, fleurs, doivent être déposés dans des récipients étanches. Lesdits déchets doivent avoir un volume et une présentation acceptables et être ceux générés par le marché considéré.  
A la fin du marché, les commerçants doivent enlever les emballages les plus encombrants et rassembler les autres déchets.  
Il est expressément interdit d'abandonner des palettes sur le marché.  
Par dérogation seul le poissonnier peut laisser ses caisses en polystyrène.  
Les huiles, graisses et saumures doivent être recueillis par les commerçants dans des récipients personnels et enlevés par leurs soins.  
Les eaux usées doivent être vidées dans les bouches d'égout.  
Tout manquement aux dispositions qui précèdent expose son auteur à des poursuites pénales mais aussi à l'avis de la Commission paritaire pour éventuelle exclusion temporaire ou définitive du marché en cas de récidive.

**ARTICLE 23 : Organisation d'une manifestation commerciale par une association quel que soit l'objet social :**

Toutes les manifestations ayant pour objet l'organisation de vente aux particuliers sur le domaine public, organisées par n'importe quelle personne morale, sont soumises aux mêmes lois et règlements que les foires et marchés réguliers et feront l'objet d'une décision municipale.

**ARTICLE 24 : La commission mixte de marché :**

La commission paritaire de marché a pour objet de maintenir un dialogue permanent entre la municipalité et les commerçants non sédentaires du marché, sur toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché (réglementation, aménagement et modernisation, attribution des emplacements)

Elle est présidée par Monsieur le maire ou son représentant qui a seul pouvoir de décision. Elle se compose des personnes désignées pour présenter les doléances des commerçants non sédentaires du marché, pour donner leur avis dans l'intérêt général du marché, sont des délégués représentatifs de la profession appartenant à une organisation de défense professionnelle ainsi que du placier ou de son suppléant.

Hôtel de Ville - Place St Louis  
30220 AIGUES MORTES  
Tel. 04.66.73.90.90.  
Fax : 04.66.53.86.09

Elle se réunit une ou deux fois par an, et plus si nécessaire, à la demande du maire ou des délégués représentatifs de la profession.

#### **ARTICLE 25 : Sanctions :**

Conformément à la charte de qualité des marchés de France et dans un souci de sécurité et d'accueil des clients dans le meilleur cadre possible, il est décidé que les commerçants doivent utiliser du matériel professionnel, respectant la hauteur réglementaire, propre et entretenu.

Les stands doivent être alignés, les marchandises présentées correctement et les commerçants doivent avoir un comportement courtois vis-à-vis de la clientèle et du placier.

Tout manquement constaté pourra entraîner une sanction, voire la perte éventuelle de son emplacement. Cette mesure s'appliquera sous la forme suivante :

- Dès la constatation d'un non-respect des règles édictées dans le présent règlement, l'intéressé fera l'objet d'un avertissement écrit.
- A la seconde constatation, l'intéressé fera l'objet d'un retrait de son autorisation qui lui sera notifié, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par un agent assermenté.

#### **ARTICLE 26 : Verbalisation des infractions :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux textes en vigueur.

#### **ARTICLE 27 : Recours**

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé

#### **ARTICLE 28 : APPLICATION**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,

Monsieur l'Elu responsable de la Sécurité,

Monsieur le Capitaine, Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Le Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Poste de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 12 janvier 2023

Le Maire,

Pierre MAUMEJEAN



Visa de l'élus référent

